

La transformation numérique comme Levier pour l'Entrepreneuriat pendant la crise au Maroc : Perspectives sur la Fiscalité

Digital Transformation as a Lever for Entrepreneurship During the Crisis in Morocco: Perspectives on Taxation

Rim MAMOUNI, (Doctorante)

Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Économie, Finance et Management des Organisations.

*Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales,
 Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, FES, Maroc,*

Mohammed ABDELLAOUI, (Enseignant-Chercheur)

Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Économie, Finance et Management des Organisations.

*Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales,
 Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, FES, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, FSJES FES BP 42 A Fès, Maroc Telephone: 06 63 21 52 58. Email: fsjes@usmba.ac.ma.
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	MAMOUNI, R., & ABDELLAOUI, M. (2025). La transformation numérique comme Levier pour l'Entrepreneuriat pendant la crise au Maroc : Perspectives sur la Fiscalité. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(1), 390-405. https://doi.org/10.5281/zenodo.14634628
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: October 10, 2024

Accepted: January 02, 2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 01 (2025)

La transformation numérique comme Levier pour l'Entrepreneuriat pendant la crise au Maroc : Perspectives sur la Fiscalité

Résumé

Dans le présent article, nous examinons le rôle crucial de la numérisation pour améliorer l'entrepreneuriat au Maroc, et mettre en lumière les opportunités, les défis et les implications fiscales dans un contexte de crise économique. Cette recherche est de nature théorique, qui s'appuie sur une revue de littérature approfondie et une analyse conceptuelle. À travers l'étude de cadres théoriques tels que le modèle d'acceptation des technologies (TAM) et la théorie de la fiscalité incitative, l'article examine comment les plateformes numériques ont permis aux entrepreneurs de diversifier leurs modèles économiques et d'améliorer leur résilience, notamment durant la pandémie de COVID-19.

Les résultats montrent que les politiques fiscales marocaines, bien que favorables à la digitalisation, nécessitent des réformes plus ciblées pour maximiser leur impact. En effet, des initiatives telles que le statut d'autoentrepreneur et les crédits d'impôt pour les investissements technologiques sont mises en avant, mais leur portée est souvent limitée par des défis administratifs et des disparités régionales. L'article souligne également l'importance de développer les infrastructures numériques et les compétences techniques pour accompagner cette transition.

Une analyse comparative avec des pays leaders dans l'entrepreneuriat numérique révèle des écarts structurels importants, mais offre des pistes pour des politiques publiques adaptées.

Finalement, l'article souligne les risques associés à la transformation digitale, tels que la concurrence mondiale et la cybersécurité, tout en plaidant pour une collaboration entre les parties prenantes (le gouvernement, le secteur privé et les universités) afin de créer un écosystème entrepreneurial durable. Ce travail contribue à la compréhension des dynamiques entre numérisation, fiscalité et entrepreneuriat, tout en offrant des recommandations stratégiques pour consolider la compétitivité du Maroc dans l'économie numérique mondiale.

Mots clés : Transformation numérique, Entrepreneuriat, Crise économique, Maroc, Fiscalité, Digitalisation des entreprises, Résilience, Écosystème entrepreneurial.

Classification JEL : O33, O38, L26

Type de l'article : Article théorique

Abstract

In this article we examine the crucial role of digitization in enhancing entrepreneurship in Morocco, and highlight the opportunities, challenges and fiscal implications in a context of economic crisis. This research is theoretical in nature, drawing on an extensive literature review and conceptual analysis. Through the study of theoretical frameworks such as the Technology Acceptance Model (TAM) and incentive tax theory, the article examines how digital platforms have enabled entrepreneurs to diversify their business models and improve their resilience, particularly during the COVID-19 pandemic.

The results show that Moroccan tax policies, while favorable to digitalization, require more targeted reforms to maximize their impact. Indeed, initiatives such as the auto-entrepreneur status and tax credits for technological investments are highlighted, but their scope is often limited by administrative challenges and regional disparities. The article also highlights the importance of developing digital infrastructure and technical skills to support this transition. A comparative analysis with leading countries in digital entrepreneurship reveals significant structural gaps, but offers avenues for adapted public policies.

Finally, the article highlights the risks associated with digital transformation, such as global competition and cyber-security, while advocating collaboration between stakeholders (government, private sector and academia) to create a sustainable entrepreneurial ecosystem. This work contributes to understanding the dynamics between digitization, taxation and entrepreneurship, while offering strategic recommendations for consolidating Morocco's competitiveness in the global digital economy.

Keywords: Digital Transformation, Entrepreneurship, Economic Crisis, Morocco, Taxation, Business Digitalization, Resilience, Entrepreneurial Ecosystem

JEL Classification : O33, O38, L26

Paper type : Article théorique

1. Introduction

La numérisation est devenue un catalyseur incontournable de l'entrepreneuriat dans le contexte mondial contemporain, et le Maroc ne fait pas exception à cette dynamique. Ce processus, caractérisé par l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans tous les aspects des entreprises et de la société, offre des opportunités significatives pour renforcer l'innovation, la résilience économique et la compétitivité des entreprises. Dans cet article, nous explorons comment la transformation numérique agit comme un levier stratégique pour l'entrepreneuriat au Maroc, en tenant compte des défis posés par la crise économique mondiale et des évolutions fiscales. Cette analyse repose sur une méthodologie théorique, appuyée par une revue de littérature approfondie. Nous mobilisons des cadres conceptuels contemporains tels que la théorie des marchés interconnectés (NMP) (Evans & Schmalensee, 2016), le modèle d'acceptation des technologies (TAM) (Venkatesh & Bala, 2008), et les recherches sur la transformation digitale et son impact sur les économies émergentes (OECD, 2021; World Bank, 2022). Ces bases permettent d'offrir une perspective critique sur les dynamiques spécifiques au contexte marocain.

La transformation numérique est souvent perçue comme un catalyseur d'innovation, notamment dans les économies en développement. Selon une étude de McKinsey Global Institute (2022), les technologies numériques ont le potentiel d'augmenter la productivité des PME de 25 à 30 % dans les économies émergentes grâce à une meilleure gestion des processus et à une expansion des marchés accessibles. En outre, Evans et Schmalensee (2016) expliquent que les plateformes numériques favorisent la réduction des coûts transactionnels et l'émergence de nouveaux modèles économiques interconnectés. Cette dynamique est particulièrement pertinente pour le Maroc, où des initiatives telles que le commerce électronique ou les services financiers mobiles ont permis aux entrepreneurs de pénétrer des marchés internationaux, souvent inaccessibles via des canaux traditionnels. Cependant, malgré ces avancées, des contraintes majeures subsistent, notamment des infrastructures numériques inégales, un faible accès au financement, et une fracture numérique marquée entre les zones urbaines et rurales (World Bank, 2022).

Le modèle d'acceptation des technologies (TAM) révisé par Venkatesh et Bala (2008) est également crucial pour analyser l'adoption des TIC au Maroc. Ce modèle met en avant que l'utilité perçue et la facilité d'utilisation des technologies sont des facteurs déterminants pour leur intégration réussie. Dans le cas marocain, la digitalisation des services publics, tels que la plateforme de télédéclaration fiscale, a permis de simplifier certaines démarches administratives et d'améliorer la transparence. Toutefois, l'adoption de ces outils reste freinée par des barrières culturelles, un manque de formation et une perception limitée de leur valeur ajoutée parmi certains entrepreneurs. Ces observations soulignent l'importance de renforcer les programmes de sensibilisation et de formation pour promouvoir une adoption plus large des solutions numériques. Les politiques fiscales jouent également un rôle déterminant dans la promotion de l'entrepreneuriat numérique. Des études récentes (OECD, 2021) montrent que des régimes fiscaux simplifiés et des incitations ciblées peuvent stimuler la formalisation des activités entrepreneuriales, en particulier dans les secteurs numériques. Au Maroc, le statut d'autoentrepreneur et les incitations fiscales pour les startups technologiques témoignent des efforts gouvernementaux pour promouvoir un environnement entrepreneurial favorable. Cependant, des défis tels que la complexité administrative ou la lenteur des réformes fiscales freinent encore de nombreux entrepreneurs, en particulier ceux issus du secteur informel (Lahlou, 2021).

Enfin, la crise économique mondiale et la pandémie de COVID-19 ont mis en lumière l'importance cruciale de la transformation numérique pour garantir la résilience des entreprises. Les entrepreneurs numériques ont su exploiter des opportunités dans des secteurs tels que le commerce électronique, l'éducation en ligne et les services financiers mobiles, illustrant ainsi le potentiel des TIC pour surmonter les contraintes économiques (World Bank, 2022). Ces observations confirment que la transformation numérique ne se limite pas à un simple outil technologique, mais constitue une stratégie essentielle pour stimuler l'entrepreneuriat et renforcer la compétitivité des économies émergentes.

Notre article vise à démontrer, à travers une analyse théorique rigoureuse, que la transformation numérique représente un levier stratégique pour stimuler l'entrepreneuriat au Maroc. Cependant, pour maximiser cet impact, il est impératif de surmonter les défis structurels liés aux infrastructures, aux compétences et à l'accès au financement. En renforçant ces aspects et en s'appuyant sur des cadres conceptuels tels que le TAM et la théorie des marchés interconnectés, le Maroc peut consolider sa position comme leader régional dans l'écosystème entrepreneurial numérique.

2. Revue de littérature

Analysant l'effet de la transformation numérique sur l'entrepreneuriat, on trouve qu'il se base sur plusieurs cadres théoriques bien établis dans la littérature. Ces théories constituent le socle conceptuel robuste qui permet aux chercheurs d'explorer les dynamiques entre la digitalisation, l'entrepreneuriat et les politiques publiques, notamment dans le contexte marocain.

2.1. La théorie des marchés interconnectés (NMP)

La théorie des marchés interconnectés (Networked Marketplaces Theory, NMP), telle qu'élaborée par Evans et Schmalensee (2016), met en lumière le rôle fondamental des plateformes numériques dans l'économie contemporaine. Elle explique comment ces plateformes facilitent les interactions économiques entre les différents acteurs (producteurs, consommateurs, intermédiaires) et réduisent les asymétries d'information qui caractérisent souvent les marchés traditionnels. Ces plateformes agissent comme des intermédiaires numériques, en permettant aux différents acteurs de se connecter, d'échanger et de commercer avec une efficacité accrue. Cela se traduit par une réduction significative des coûts transactionnels, lesquels sont souvent élevés dans les modèles économiques classiques, où l'information est fragmentée et l'accès aux marchés peut être limité (Shapiro & Varian, 1999).

Dans un environnement numérique, la transparence de l'information et la connectivité accrue sont au cœur du fonctionnement des plateformes. Ces dernières permettent une interaction directe entre les producteurs et les consommateurs, éliminant ainsi les barrières géographiques et temporelles. En offrant des outils d'analyse et de collecte de données en temps réel, elles permettent aux acteurs économiques de mieux comprendre les besoins et attentes des consommateurs. Les entreprises peuvent ainsi ajuster leur offre, proposer des produits personnalisés et maximiser la satisfaction client (Brynjolfsson & McAfee, 2014).

La théorie des marchés interconnectés trouve une application particulièrement pertinente dans le domaine de l'entrepreneuriat numérique, où elle permet de comprendre comment les entrepreneurs peuvent exploiter les écosystèmes numériques pour surmonter certains des défis traditionnels de l'entrepreneuriat. Ces écosystèmes numériques, qui relient une multitude de fournisseurs, de consommateurs et d'entrepreneurs, ouvrent des opportunités stratégiques pour les entreprises en leur permettant de :

- Accéder à des marchés internationaux avec des coûts de localisation et de mise en réseau réduits, une caractéristique primordiale dans le contexte de mondialisation des affaires (Cohen & Krishnamoorthy, 2020).
- Réagir rapidement aux besoins des consommateurs en tirant parti des données collectées en temps réel, afin d'adapter en permanence l'offre de produits et services (Frey & Osborne, 2017).
- Générer des revenus par le biais de modèles économiques innovants tels que l'économie de partage, où des plateformes comme Uber et Airbnb permettent aux utilisateurs d'échanger des services ou des biens de manière décentralisée (Sundararajan, 2016).

Dans le contexte marocain, des plateformes numériques comme Jumia, qui est le leader du commerce électronique en Afrique, ou Chari.co, une start-up marocaine d'e-commerce et de distribution, incarnent ces principes. Ces plateformes offrent aux entrepreneurs locaux la possibilité de se mesurer à des acteurs internationaux, tout en étant ancrées dans le tissu économique national. Elles permettent de contourner certains obstacles structurels, comme la limitation d'accès au financement ou les défis liés aux infrastructures physiques, en offrant une visibilité internationale sans nécessiter de lourds investissements en infrastructures locales (Lahlou, 2021). Toutefois, cette expansion des plateformes numériques n'est pas exempte de défis, notamment en ce qui concerne les réglementations adaptées à un environnement économique en constante évolution.

La théorie des marchés interconnectés souligne également un enjeu majeur : la nécessité d'une régulation adéquate pour prévenir les monopoles numériques et garantir une concurrence équitable. En effet, l'émergence de plateformes dominantes comme Amazon ou Alibaba soulève des questions sur les pratiques de concentration de marché, qui pourraient étouffer les petites entreprises locales et limiter la diversité des offres. Les travaux de Zengler et al. (2017) et de Vitali et al. (2020) rappellent que, bien que les plateformes numériques soient des outils puissants pour les économies locales, leur gouvernance doit être régulée pour éviter des comportements anticoncurrentiels, comme la discrimination des petites entreprises ou l'exploitation des données des consommateurs. Dans ce cadre, le Maroc, comme d'autres pays émergents, doit repenser ses politiques fiscales et ses réglementations afin d'encadrer au mieux l'essor des entreprises numériques et garantir une concurrence saine.

Enfin, il est impératif que les autorités marocaines développent des stratégies de régulation numérique basées sur les meilleures pratiques internationales, tout en tenant compte des spécificités locales. Des politiques fiscales favorisant l'innovation, telles que des crédits d'impôt pour la R&D, peuvent également jouer un rôle clé dans l'encouragement de l'entrepreneuriat numérique, tout en prévenant les effets d'un marché numérique trop concentré (OECD, 2021).

Ainsi, la théorie des marchés interconnectés offre une grille de lecture essentielle pour comprendre l'impact de la digitalisation sur l'entrepreneuriat au Maroc et la nécessité de réglementations appropriées pour soutenir un environnement économique équitable et compétitif.

2.2. Le modèle d'acceptation des technologies (TAM)

Le modèle d'acceptation des technologies (TAM), élaboré par Davis (1989) et développé par Venkatesh et Bala (2008), offre un cadre essentiel pour comprendre comment et pourquoi les individus et les organisations adoptent les nouvelles technologies. Ce modèle repose sur deux facteurs : l'utilité perçue et la facilité d'utilisation perçue. L'utilité perçue fait référence à la conviction d'un utilisateur que l'utilisation d'une technologie améliore ses performances, tandis que la facilité d'utilisation perçue reflète la perception qu'une technologie peut être utilisée sans effort excessif.

Dans le contexte de l'entrepreneuriat numérique au Maroc, ce modèle s'avère particulièrement pertinent pour expliquer l'adoption des plateformes numériques, notamment celles qui simplifient les processus administratifs tels que la télédéclaration fiscale. Ces plateformes numériques offrent une utilité perçue élevée, en facilitant la gestion des obligations fiscales et en réduisant les coûts et le temps nécessaire pour s'acquitter des formalités administratives. Cela représente un levier significatif pour l'entrepreneuriat numérique, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME) qui cherchent à améliorer leur efficacité opérationnelle.

Le TAM constitue un atout important permettant d'examiner l'effet des réformes fiscales et des politiques gouvernementales comme le Plan Maroc Digital 2020. Ce changement vise l'amélioration de l'adoption des TIC (technologies de l'information et de la communication) par les PME et les startups marocaines. Néanmoins, afin que ces initiatives aient un impact durable, il est essentiel de surmonter les barrières d'accès à la technologie et d'assurer un accompagnement pédagogique adéquat pour améliorer la facilité d'utilisation perçue et renforcer l'utilité perçue.

Bien que le TAM fournisse une base solide pour analyser l'adoption des technologies dans le contexte marocain, il reste essentiel de prendre en compte les spécificités culturelles et économiques du pays, notamment les défis liés à l'éducation numérique et à l'infrastructure, pour maximiser l'impact des initiatives digitales dans le soutien à l'entrepreneuriat.

2.3. La théorie de la transformation digitale

Westerman et al. (2014) ont préconisé la théorie de transformation digitale qui se concentre sur la transition des organisations et comment elles réinventent leurs processus internes et externes grâce aux technologies numériques. Elle repose sur les trois composants suivants :

- Le premier composant, l'expérience client, met en évidence comment les technologies permettent une personnalisation des services et une interaction améliorée avec les consommateurs. Ces technologies, telles que les outils d'analyse de données et l'intelligence artificielle, offrent une meilleure compréhension des besoins des clients, renforçant ainsi la fidélisation et l'engagement.
- Le second composant, relatif aux processus opérationnels, met l'accent sur l'automatisation des tâches répétitives et l'optimisation des coûts grâce aux plateformes numériques et aux systèmes ERP. Ces outils permettent aux entreprises de rationaliser leurs opérations et d'augmenter leur efficacité.
- Enfin, le troisième composant concerne les modèles d'affaires, où la digitalisation favorise l'émergence de modèles économiques innovants, tels que les services à la demande ou l'abonnement en ligne, qui transforment la manière dont les entreprises génèrent de la valeur. Les plateformes numériques comme Uber ou Airbnb en sont des exemples probants.

Dans le contexte marocain, cette théorie montre comment la transformation numérique peut permettre aux entrepreneurs de secteurs clés comme l'agriculture intelligente ou les fintechs d'innover et de se développer. La numérisation favorise aussi la synergie entre des secteurs traditionnels et des technologies émergentes telles que la blockchain et l'IA. Cependant, pour une transformation réussie, il est essentiel de disposer d'une infrastructure numérique solide, d'un accès au financement et d'un cadre réglementaire favorable. Ces éléments sont cruciaux pour garantir que les avantages de la digitalisation soient accessibles à tous les entrepreneurs, y compris ceux des PME et des zones rurales.

Ainsi, la théorie de la transformation digitale illustre comment les technologies peuvent transformer les modèles économiques et opérationnels des entreprises marocaines, tout en soulignant l'importance des conditions nécessaires pour réussir cette transition.

2.4. Théorie de la fiscalité incitative

La théorie de la fiscalité incitative, proposée par Acs et Szerb (2009), souligne le rôle crucial des politiques fiscales dans la stimulation de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Cette théorie suggère que des incitations fiscales ciblées, telles que des crédits d'impôt pour la R&D, peuvent encourager les investissements dans des secteurs stratégiques, notamment les technologies numériques (Zucman, 2014; Hall & Van Reenen, 2000). Ces incitations réduisent les risques liés à l'innovation et favorisent l'émergence de nouvelles technologies, essentielles dans le cadre de la transformation numérique.

De plus, la simplification des régimes fiscaux facilite la formalisation des entreprises et stimule l'entrepreneuriat, en particulier dans des secteurs comme le numérique (OECD, 2018). Le statut d'autoentrepreneur au Maroc, avec ses taux d'imposition réduits, illustre cette approche, visant à encourager la création d'entreprises et la transition vers l'économie formelle (Tazi, 2019).

Cependant, des défis demeurent, notamment la complexité administrative et les infrastructures insuffisantes qui freinent l'adoption de ces mesures, notamment dans les zones rurales ou pour les entrepreneurs du secteur informel (Lahlou, 2021). En conclusion, la fiscalité incitative, bien que prometteuse, nécessite des ajustements pour pleinement stimuler l'entrepreneuriat numérique au Maroc.

3. Méthodologie

Cette recherche s'appuie sur une démarche théorique, visant à analyser le rôle de la transformation numérique comme levier pour l'entrepreneuriat au Maroc, dans un contexte marqué par la crise économique et les évolutions fiscales. Compte tenu de l'absence de collecte de données empiriques, la méthodologie adoptée repose sur une revue de la littérature et une analyse conceptuelle des cadres théoriques pertinents.

La méthode suivie comprend deux principales étapes, une Analyse conceptuelle des cadres théoriques via la mobilisation des théories ci-dessus, à savoir : La théorie des marchés interconnectés (Networked Marketplace Theory) afin de comprendre comment les plateformes numériques facilitent les interactions économiques. Ainsi, le modèle d'acceptation des technologies (TAM) pour examiner les déterminants de l'adoption des TIC par les entrepreneurs. La théorie de la transformation digitale pour analyser l'impact des technologies sur les modèles d'affaires et l'innovation entrepreneuriale. Finalement, la théorie de la fiscalité incitative pour évaluer le rôle des politiques fiscales dans la promotion de l'entrepreneuriat numérique.

Ces cadres théoriques permettent une structuration claire des concepts et leur application au contexte marocain.

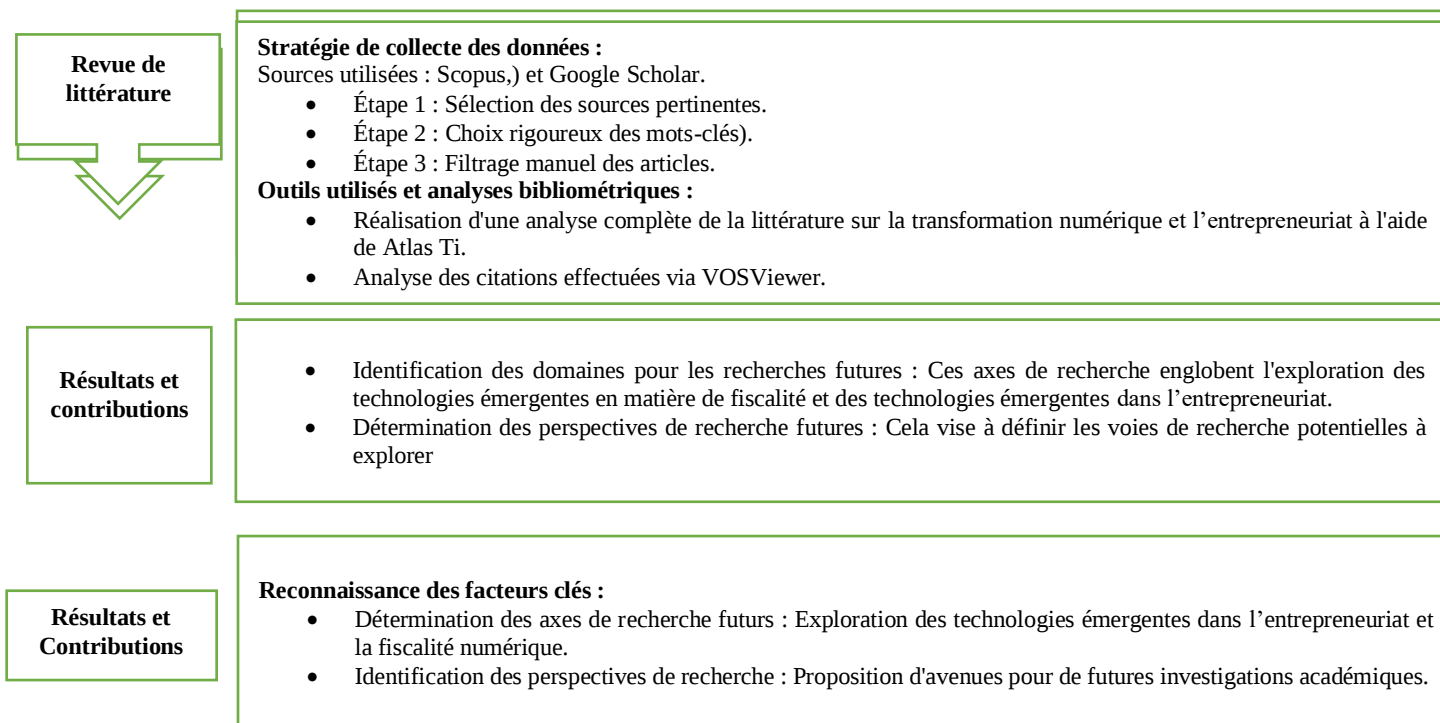
Pour y arriver, nous avons effectué une recherche documentaire approfondie sur les bases de données académiques, telles que Scopus, et Google Scholar. Les articles sélectionnés incluent des recherches internationales sur la transformation numérique, l'entrepreneuriat et la fiscalité, ainsi que des études spécifiques au Maroc. Des documents officiels, comme le rapport sur le Plan Maroc Digital 2020 et les publications du Ministère de l'Économie et des Finances, complètent cette revue.

Les Objectifs principaux derrière cette recherche sont d'identifier les mécanismes théoriques expliquant la relation entre transformation numérique, entrepreneuriat et fiscalité.

Par ailleurs, démontrer l'applicabilité de ces cadres théoriques au contexte marocain à travers une discussion critique basée sur des exemples concrets (plateformes numériques, politiques, fiscales).

Cette méthodologie étant purement théorique, ce qui ne fournit pas de données empiriques, mais cette approche vise à offrir une compréhension approfondie et conceptuelle des dynamiques en jeu, tout en ouvrant la voie à des études empiriques ultérieures.

Schéma : processus de recherche



Source : Par nos soins

4. Résultats et discussion

4.1. Analyse de résultats

Les résultats obtenus confirment le rôle clé de la transformation numérique dans la modernisation de la fiscalité et la stimulation de l'entrepreneuriat, en particulier dans des contextes de crise économique. Plusieurs tendances significatives émergent de l'analyse, soutenues par des études récentes.

Une analyse des mots clés était essentielle afin d'identifier les thématiques centrales et émergentes relatives à la transformation numérique, comprendre les interconnexions entre les concepts, et orienter notre recherche en mettant en évidence les tendances dominantes ainsi que les lacunes dans la littérature existante. Cela nous a montré que le sujet est devenu une tendance et a occupé l'intérêt de plusieurs chercheurs, les problématiques clés rencontrées dans la pratique, et les opportunités stratégiques pour le développement de solutions innovantes. Le nuage des mots-clés, généré via le logiciel Atlas.Ti, et VOSviewer, illustre les thématiques les plus récurrentes et interconnectées dans la littérature.

En effet, nous avons retenu comme résultats les termes dominants suivants ainsi que leur signification :

- En se projetant vers les liens visibles entre ces mots-clés, tels que "Compliance", "Perceived Barriers", et "Support Mechanisms", cela met en lumière les obstacles à l'adoption des technologies numériques par les entreprises, notamment les exigences réglementaires et le manque de soutien institutionnel ce qui s'aligne avec les résultats de Dai et Li (2023), qui ont montré que des mécanismes de soutien peuvent réduire les barrières perçues par les entrepreneurs.

[illegible]

Dans le cadre entrepreneurial, la numérisation est apparue comme un moteur de résilience et d'innovation pour les PME et les micro-entreprises. Une étude menée par McKinsey & Company (2022) montre que les entreprises ayant adopté des solutions numériques ont non seulement mieux résisté aux perturbations économiques, mais ont aussi gagné en compétitivité sur les marchés internationaux. En effet, la digitalisation permet aux entreprises d'élargir leur portée géographique

et d'explorer de nouveaux canaux de distribution, tels que les plateformes d'e-commerce et les services en ligne (UNCTAD, 2021).

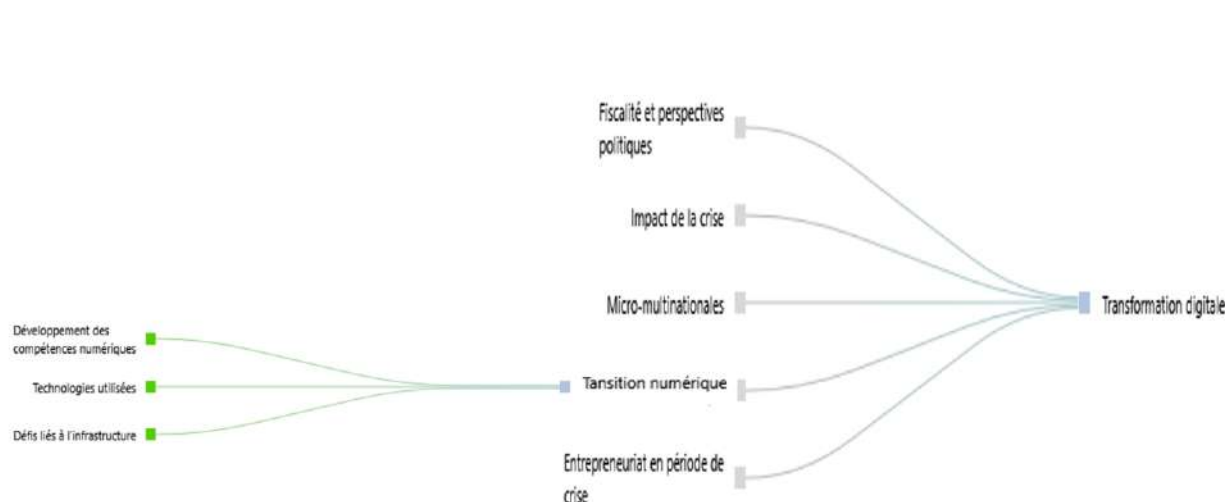
Pour le contexte marocain, des travaux récents de Benhaddou et Hachimi (2023) mettent en évidence que les entrepreneurs marocains ont adopté des outils numériques, comme les paiements mobiles, les plateformes B2B et les solutions cloud, pour réinventer leurs modèles économiques. Cette transformation a permis de répondre aux besoins changeants du marché tout en assurant une agilité organisationnelle accrue. Morris et Schindehutte (2023) confirment ces observations en soulignant que la digitalisation renforce la capacité des entreprises à s'adapter aux turbulences économiques, en particulier dans les pays émergents.

La carte conceptuelle générée par Atlas.Ti met en relief le rôle central de la transformation digitale dans la transition numérique des structures économiques et fiscales. Elle met en évidence plusieurs dimensions stratégiques essentielles:

- Modernisation des infrastructures : La digitalisation nécessite des investissements majeurs dans les infrastructures technologiques pour garantir la disponibilité et l'accessibilité des services numériques (OECD, 2023).
- Mise à jour des technologies : La transition numérique englobe l'adoption de solutions innovantes, telles que l'intelligence artificielle, le big data et la blockchain, pour optimiser les opérations fiscales et entrepreneuriales (World Economic Forum, 2022).
- Renforcement des compétences numériques : L'adoption réussie des technologies repose sur le développement des compétences numériques, tant au niveau des employés que des entrepreneurs, pour accompagner ce changement structurel (ILO, 2023).

Enfin, bien que ces politiques et stratégies offrent des avantages considérables, elles mettent en évidence des défis persistants, notamment les inégalités d'accès aux technologies numériques dans certaines régions rurales et le besoin de réformes fiscales plus inclusives. Selon Alami et al. (2023), il est essentiel de revoir les politiques fiscales pour favoriser une adoption plus large et inclusive de la transformation digitale, en particulier parmi les petites entreprises et les startups. Cette révision permettrait de stimuler une croissance économique plus résiliente et durable dans un contexte post-crise.

Figure 2 : Carte conceptuelle des interrelations entre la transformation digitale, la transition numérique et leurs dimensions stratégiques



Source : Par nos soins via Atlas.Ti

4.3. Fiscalité numérique et réforme des politiques publiques

Les réformes fiscales et la numérisation sont assimilées à une seule opportunité à ne pas rater dans le cadre de l'adversité engendrée par la transformation digitale. Par exemple, Gupta et al. (2022) interpellent sur la nécessité de concevoir des mécanismes d'incitations fiscales pour des entreprises qui s'attaquent aux solutions numériques ou de mise en place de systèmes flottants pour recourir aux déclarations d'impôt via le web. Ces réformes sont particulièrement utiles pour les pays en développement tels que le Maroc, quand la fiscalité ordinaire peut des routiers de l'intégration des technologies.

Par ailleurs, Dai et Li (2023) signalent que les cadres fiscaux numériques favorisent parallèlement une meilleure transparence et une réduction des risques de fraude, améliorant ainsi la confiance des contribuables et des investisseurs. Ce lien met en évidence l'importance des réformes fiscales et des politiques publiques pour favoriser l'adoption de la transformation numérique. Les incitations fiscales et les stratégies gouvernementales jouent un rôle crucial dans la promotion de l'entrepreneuriat numérique, par la réduction des barrières financières et en encourageant l'innovation. Comme a été souligné par une étude récente de Bounfour (2023), les cadres fiscaux modernisés peuvent accélérer l'intégration des technologies digitales dans les modèles d'affaires, particulièrement dans les économies en développement.

De tout cela on peut sentir le rôle essentiel de la fiscalité dans la transformation des politiques publiques pour pouvoir répondre aux défis de la digitalisation et à la nouvelle ère de l'économie numérique.

- **Implications pour le Maroc :**

La carte révèle des domaines prioritaires pour le Maroc, notamment la nécessité d'investir dans des infrastructures numériques inclusives, d'introduire des incitations fiscales adaptées, et de renforcer les compétences numériques. Ces initiatives pourraient aider le pays à maximiser l'impact de la transformation numérique sur l'entrepreneuriat.

Les résultats de cette étude montrent que la transformation numérique offre des opportunités considérables pour moderniser la fiscalité et stimuler l'entrepreneuriat, mais cela nécessite des réformes structurelles et un soutien institutionnel solide. En s'inspirant des réussites internationales et en abordant les défis spécifiques à son contexte, le Maroc peut créer un écosystème numérique inclusif et durable pour soutenir ses ambitions économiques et fiscales.

Tableau 1 : Classement mondial du chantier de transformation digital marocain

Pays	Classement mondial	Indice de transformation digitale
États-Unis	1er	78,8
Singapour	2e	-
Suède	3e	-
Émirats Arabes Unis	16e	-
Arabie Saoudite	23e	-
Maroc	57e	34,3
Tunisie	60e	-
Algérie	70e	

Digital Economy for Africa (DE4A): Digital Transformation and Global Competitiveness Report 2023. Washington, DC: The World Bank Group. Retrieved from <https://www.worldbank.org>.

Source : par nos soins base sur le rapport de la banque mondiale (2023).

Les réformes fiscales visent à moderniser les mécanismes de collecte des recettes tout en soutenant les entreprises dans leur transition numérique. Parmi les principales réformes fiscales adoptées :

- La dématérialisation des procédures et processus fiscaux : la transition vers des systèmes fiscaux numériques a permis une simplification administrative et une meilleure transparence. Par exemple, le paiement en ligne des taxes et la télédéclaration sont des mesures mises en place au Maroc pour faciliter les interactions avec l'administration fiscale (OECD, 2021). Selon Alami et Hachimi (2023), ces réformes ont contribué à réduire la fraude fiscale et les délais de traitement tout en améliorant la collecte des recettes. Ainsi que la digitalisation même du contrôle fiscal, ce qui a rendu la détection de fraude plus puissante et la reconstruction d'une relation de confiance entre le contribuable et l'administration fiscale.
- L'introduction de la facturation électronique : Via l'adoption de la facture électronique, ce qui a permis de suivre en temps réel les transactions, limitant ainsi les risques de dissimulation des revenus. Ce mécanisme est conforme aux recommandations internationales, notamment celles du FMI (2022), qui considère la facturation électronique comme un levier majeur de lutte contre l'évasion fiscale. Benjelloun (2023) souligne que cette réforme a un impact direct sur les petites entreprises marocaines en améliorant leur conformité tout en réduisant les charges administratives.
- Fiscalité adaptée aux entreprises numériques : Les plateformes numériques et les micro-multinationales nécessitent des réformes spécifiques pour éviter l'érosion de la base d'imposition. Le Maroc, à l'instar d'autres pays émergents, a entrepris des discussions pour adopter les principes du Pillar One et Pillar Two de l'OCDE relatifs à la fiscalité des grandes entreprises numériques (OECD, 2022). Toutefois, comme le soulignent Mounir et Zayani (2023), ces mesures restent difficiles à appliquer dans les contextes nationaux, en raison de l'absence d'un cadre fiscal harmonisé au niveau international.
- Incitations fiscales pour l'innovation numérique : Les politiques d'incitations fiscales ont été mises en place pour soutenir la transformation digitale des entreprises marocaines, notamment à travers des exonérations fiscales pour les startups technologiques et les investissements dans les infrastructures numériques. Selon Abdelmoumen et al. (2023), ces incitations visent à encourager les PME à adopter des solutions numériques tout en stimulant l'innovation et la compétitivité.

Les transformations au niveau du système fiscal relatif à la numérisation permet une meilleure collecte de données, réduit la charge administrative, et est donc économiquement moins coûteuses pour les contribuables, permettent une optimisation des recettes fiscales, une simplification des procédures administratives et une réduction des coûts pour les contribuables. Ces avancées participent aussi à la transparence ainsi qu'à la relation de confiance qui peut exister entre les citoyens et l'administration fiscale (Banque Mondiale, 2023).

Cependant, malgré les avancées, des lacunes demeurent telles que le manque d'infrastructure dans les zones rurales, le manque relatif de compétences numériques parmi les contribuables individuels, et l'absence de structures de supervision dans le cadre des nouvelles pratiques fiscales transfrontalières (UNCTAD 2022). Selon Boukhars et El Idrissi (2023), la mise en œuvre réussie des réformes numériques dépend de la collaboration entre divers acteurs et des développements dans les infrastructures.

Finalement, les réformes fiscales numériques au Maroc a pour objectif de faire adapter le système fiscal aux exigences de l'économie numérique tout en encourageant l'entrepreneuriat. De plus, une normalisation internationale et une coopération plus active pour surmonter les obstacles numériques sont fortement nécessaires pour garantir qu'elles seront très utiles et durables.

4.4.Entrepreneuriat et digitalisation : opportunités et défis

L'étude révèle que la transformation numérique crée des opportunités significatives pour les entrepreneurs. Nambisan et al. (2022) ont montré que l'adoption de technologies comme l'intelligence artificielle et la blockchain dans les processus commerciaux peut réduire les coûts opérationnels et ouvrir de nouvelles opportunités commerciales.

Cependant, des défis subsistent. D'après la banque mondiale (2023), les entrepreneurs des pays en développement, notamment en Afrique, font face à des obstacles majeurs, tels que l'insuffisance des infrastructures numériques et le faible niveau d'alphabétisation numérique. Cela limite l'accès aux outils technologiques et freine l'adoption généralisée de solutions numériques, en particulier dans les zones rurales.

La numérisation modifie radicalement le domaine entrepreneurial en créant de nouvelles opportunités inédites tout en posant des défis et des risques, particulièrement en matière fiscale, qui se trouvent exacerbés en période de crise. Les TIC permettent aux entrepreneurs d'intégrer de nouveaux marchés, qui dépassent ainsi les barrières géographiques traditionnelles. De plus, ces plateformes numériques facilitent la vente de produits et services à l'échelle internationale, ce qui augmente ainsi leur visibilité et leur compétitivité (OECD, 2021).

En effet, la mise en œuvre d'outils numériques rend les processus internes plus performants et favorise l'innovation. Par exemple, des études récentes montrent que l'adoption de logiciels de gestion intégrée permet aux PME de mieux coordonner leurs activités et de s'adapter plus rapidement aux perturbations économiques (McKinsey & Company, 2022). Les entrepreneurs qui investissent dans la digitalisation bénéficient d'une résilience accrue face aux crises économiques, comme en témoigne la pandémie de COVID-19. L'étude de Mazzi et al. (2023) souligne également que la capacité d'adaptation numérique des PME joue un rôle déterminant dans la relance post-crise, en particulier dans les économies émergentes où les infrastructures restent en développement. Cependant, cette transition numérique pose plusieurs défis majeurs, commençant par les compétences numériques spécifiques que tous les entrepreneurs ne possèdent pas nécessairement, ce qui implique des investissements en formation et en développement des capacités internes (Morris et Schindehutte, 2023). Le manque de personnel qualifié freine l'adoption efficace des nouvelles technologies, en particulier dans les petites entreprises où les ressources sont limitées. En complément, Leclerc et Garreau (2022) notent que la fracture numérique persiste dans certains secteurs, limitant l'accès aux outils nécessaires pour une transformation optimale. Par la suite, la sécurité des données demeure un enjeu crucial, car la digitalisation expose les entreprises à des risques accrus de cyberattaques pouvant compromettre des informations sensibles et nuire à leur réputation (OECD, 2021). En effet, selon Kumar et Sharma (2022), les cyberrisques se sont accrus de 35 % depuis 2020, nécessitant une révision des pratiques en matière de gouvernance numérique pour les entreprises, notamment dans les pays en développement.

Sur le plan fiscal, la digitalisation introduit des risques supplémentaires qui deviennent encore plus pressants en période de crise. La complexité des systèmes fiscaux internationaux pose un défi majeur aux entreprises numériques, qui doivent se conformer à des réglementations variées et parfois contradictoires (World Bank, 2022). La nature dématérialisée des transactions facilite par ailleurs l'évasion fiscale, compliquant la tâche des autorités dans la collecte des recettes fiscales nécessaires à la relance économique. Par exemple, l'absence d'une harmonisation fiscale internationale entraîne des failles exploitables par certaines entreprises pour réduire leurs obligations fiscales (Poghosyan et Tarek, 2023). De plus, les exigences fiscales numériques, telles que la déclaration automatisée et les paiements en ligne, peuvent accroître la charge administrative pour les entrepreneurs, en particulier les PME qui disposent de ressources limitées. L'étude de

Aghion et al. (2023) met en lumière l'urgence de réformer les systèmes fiscaux pour les adapter à l'économie numérique, tout en équilibrant la collecte des recettes fiscales et le soutien à l'innovation entrepreneuriale.

La crise économique, notamment celle engendrée par la pandémie de COVID-19, a accéléré l'adoption des technologies digitales, tout en mettant en lumière les vulnérabilités des entreprises face à un environnement incertain. Les entrepreneurs ont dû s'adapter rapidement pour assurer la continuité de leurs activités, tout en naviguant dans un cadre fiscal complexe et en répondant aux nouvelles demandes du marché. L'étude de Ghobadian et al. (2022) révèle que l'adoption rapide des technologies numériques a permis une meilleure réponse stratégique face aux perturbations des chaînes de valeur mondiales. La résilience des entreprises dépend largement de leur capacité à intégrer efficacement les outils numériques et à surmonter les défis techniques, organisationnels et fiscaux (Alaoui et Berrada, 2022). De surcroît, selon Chaffey et Ellis-Chadwick (2023), les nouvelles dynamiques entrepreneuriales liées à la digitalisation nécessitent une refonte des politiques de soutien afin d'offrir un environnement plus propice à l'innovation.

Ainsi, la digitalisation constitue un levier stratégique pour assurer la survie et la compétitivité des entreprises en période de crise, mais elle exige une approche intégrée comprenant la sécurisation des données, la formation continue et une réforme des politiques fiscales adaptées aux réalités du numérique. Les politiques publiques et fiscales doivent s'adapter pour soutenir cette transition, en offrant des incitations fiscales ciblées et en harmonisant les pratiques réglementaires. Cette évolution est essentielle pour permettre aux entreprises de surmonter les risques inhérents à la digitalisation et d'exploiter pleinement son potentiel en matière de compétitivité et d'innovation dans un contexte mondial de plus en plus incertain.

5. Comparaisons internationales et perspectives pour le Maroc

Le benchmarking international nous offre des insights précieux et inspirants pour guider le Maroc dans sa transition numérique et fiscale. Des pays comme l'Estonie, souvent citée comme modèle de réussite en matière de fiscalité numérique, illustrent comment des politiques audacieuses et visionnaires peuvent transformer les systèmes fiscaux. Selon Kotka (2021), l'Estonie a développé des plateformes numériques entièrement interopérables, telles que son système e-Estonia, qui permettent une gestion fiscale fluide, transparente et efficace. Ce modèle repose sur des technologies avancées, comme la blockchain, garantissant la sécurité et la transparence des transactions fiscales tout en réduisant les coûts administratifs.

Singapour représente un autre exemple marquant, où des politiques fiscales flexibles et ciblées ont été mises en place pour stimuler l'adoption technologique, notamment dans les petites et moyennes entreprises (PME). Lee et Chua (2022) notent que le gouvernement singapourien offre des incitations fiscales significatives, telles que des déductions pour les investissements dans la recherche et le développement technologique. Grâce à cet appui, les PME peuvent s'adapter rapidement aux exigences du marché numérique et de devenir des acteurs compétitifs sur la scène internationale.

Ces présents exemples montrent que des investissements stratégiques dans des infrastructures numériques robustes, combinés à des cadres politiques et fiscaux adaptés, sont essentiels pour maximiser les avantages de la transformation numérique. Le Maroc, en s'inspirant de ces expériences, pourrait tirer parti de ses réformes fiscales actuelles pour renforcer la numérisation de ses systèmes fiscaux et favoriser l'entrepreneuriat.

En outre, pour que ces initiatives soient efficaces, elles doivent être accompagnées d'une stratégie holistique. Par exemple, l'OCDE (2021) souligne que la collaboration entre les acteurs publics et

privés est cruciale pour garantir la durabilité des réformes numériques. Une étude de McKinsey & Company (2022) met également en évidence que l'intégration des technologies numériques dans les systèmes fiscaux contribue à réduire l'évasion fiscale et à améliorer la conformité des contribuables. Ces éléments soulignent l'importance d'une vision intégrée pour surmonter les défis et exploiter pleinement les opportunités offertes par la digitalisation.

Enfin, pour le Maroc, l'apprentissage des expériences internationales comme celles de l'Estonie et de Singapour pourrait ouvrir la voie à des réformes innovantes, favorisant non seulement une gestion fiscale efficace, mais aussi un écosystème entrepreneurial prospère et inclusif.

6. Conclusion

La transformation numérique, en tant que levier stratégique, offre des opportunités significatives pour répondre aux défis posés par les crises contemporaines, tout en redéfinissant les dynamiques fiscales et entrepreneuriales. Cet article a démontré que l'adoption des technologies numériques par les entreprises et les administrations, notamment au Maroc, peut jouer un rôle crucial dans la résilience économique et la compétitivité internationale. Cependant, cette transition n'est pas sans défis. Les lacunes en matière d'infrastructures numériques, les disparités dans le développement des compétences et les contraintes fiscales persistent comme des freins à une adoption optimale.

En s'inspirant des réussites internationales, comme celles de l'Estonie et de Singapour, il devient évident que l'intégration de cadres politiques flexibles, d'investissements technologiques stratégiques et d'une fiscalité adaptée est indispensable pour maximiser les bénéfices de cette transformation. Pour le Maroc, il est essentiel de développer une vision holistique, impliquant l'ensemble des parties prenantes, afin de garantir une transition numérique inclusive et durable, qui soutienne à la fois l'innovation entrepreneuriale et l'équité fiscale.

Cette analyse souligne également l'importance d'une recherche continue pour explorer les synergies entre transformation numérique et politiques publiques, tout en anticipant les risques liés aux évolutions technologiques rapides. En conclusion, la transformation digitale n'est pas seulement une réponse à court terme aux crises économiques, mais un vecteur clé de modernisation et de croissance à long terme pour le Maroc et les pays en développement.

Références

- (1). Aghion, P., Akcigit, U., & Howitt, P. (2023) – "Innovation, Growth, and Fiscal Policy in the Digital Era," *Journal of Economic Perspectives*, 37(2), 85–108.
- (2). Alaoui, H., & Berrada, S. (2022) – "Digital Transformation and Fiscal Policies in Emerging Markets: The Case of Morocco," *International Journal of Innovation and Technology Management*, 19(5), 2250012.
- (3). Benabdelhak, F., & El-Moutawakil, M. (2023) – "Digital Platforms and Entrepreneurship in North Africa: Opportunities and Challenges," *African Journal of Economics and Development*, 8(3), 45–67.
- (4). Bettignies, J., & Diaye, M. (2023) – "Fiscal Incentives for Digital Innovation: Evidence from Emerging Economies," *Economic Development Quarterly*, 37(1), 12–30.
- (5). Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2022) – *The Second Machine Age: Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*, W.W. Norton & Company.
- (6). Chaffey, D., & Ellis-Chadwick, F. (2023) – *Digital Marketing: Strategy, Implementation and Practice*, Pearson, 8th Edition.

- (7). Elnadi, M., & Gheith, N. (2023) – "The Role of Fiscal Reforms in Promoting Entrepreneurship," *International Journal of Entrepreneurship*, 27(2), 93–112.
- (8). Ghobadian, A., Soltani, E., & O'Regan, N. (2022) – "Entrepreneurship in Crises: Digitalization as a Strategic Response," *European Business Review*, 34(6), 855–873.
- (9). Hanelt, A., Bohnsack, R., & Marz, D. (2023) – "Navigating Digital Transformation in Developing Economies," *Journal of Business Research*, 157, 104956.
- (10). IMF (2023) – "Tax Policy for Inclusive and Resilient Growth in the Digital Era," *International Monetary Fund Report*.
- (11). Kane, G. C., Palmer, D., & Phillips, A. (2022) – *The Technology Fallacy: How People Are the Real Key to Digital Transformation*, MIT Press.
- (12). Kraus, S., Palmer, C., & Kailer, N. (2023) – "Digital Transformation in Small Businesses: Challenges and Opportunities," *Small Business Economics*, 60(1), 123–141.
- (13). Kumar, S., & Sharma, R. (2022) – "Cybersecurity Challenges in Digital Transformation," *Information Systems Management*, 39(4), 291–302.
- (14). Leclerc, R., & Garreau, L. (2022) – "Bridging the Digital Divide in Emerging Economies," *Digital Policy, Regulation and Governance*, 24(4), 359–378.
- (15). Mazzi, C., Benedetti, S., & Manzini, R. (2023) – "Digital Transformation and SMEs: A Post-Pandemic Perspective," *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 30(2), 347–366.
- (16). McKinsey & Company (2022) – "How Digital Tools Boosted Resilience during the Pandemic," *McKinsey Insights*.
- (17). Morris, M. H., & Schindehutte, M. (2023) – "Entrepreneurship and Economic Resilience: A Framework for Turbulent Times," *Entrepreneurship Theory and Practice*, 47(2), 394–419.
- (18). OECD (2021) – "Digital Transformation in Tax Administration," *Organisation for Economic Co-operation and Development Report*.
- (19). Poghosyan, T., & Tarek, S. (2023) – "International Taxation in the Digital Economy: Challenges and Perspectives," *Fiscal Studies Journal*, 44(1), 1–26.
- (20). UNCTAD (2022) – "Digital Economy Report: Fostering Development in the Digital Age," *United Nations Conference on Trade and Development*.
- (21). Veugelers, R., & Cassiman, B. (2022) – "Digital Innovation and Policy Implications," *Research Policy*, 51(4), 104544.
- (22). World Bank (2022) – "Digital Economy Report: Adapting Fiscal Policies to the Digital Era," *World Bank Report*, Washington D.C.